

Manif le 19 octobre contre les ordonnances Macron (p. 2)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA. info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

Alstom, un scandale d'État



Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, à Grenoble, mardi 17 octobre 2017, soutient les salariés de General Electric Hydro Grenoble.

**Scandaleux !
Le gouvernement
abandonne sciemment
un actif stratégique
dans Alstom.
(Pierre Laurent)**

“Répondant à mon interpellation dans les questions d'actualité générale puis à celle du sénateur socialiste Martial Bourquin, le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a avoué que la décision du gouvernement de ne pas acheter les actions cédées par Bouygues au capital d'Alstom était une « condition exigée » par Siemens pour réaliser la fusion. C'est un scandale ! Le gouvernement abandonne sciemment un actif stratégique dans Alstom et l'industrie ferroviaire pour les beaux yeux des actionnaires et de la finance qui contrôleront le futur groupe. J'exige un débat national pour que l'État revienne sur sa décision.”



STOP à la casse sociale de Macron

Un nouveau progrès social pour la France - États généraux le 3 février à Paris -

En quelques mois, Macron veut casser les piliers du modèle social et productif français. Dégradation des droits des travailleurs-euses avec la loi travail et demain des chômeurs-euses avec la réforme de l'assurance chômage, casse programmée des retraites, bradage du potentiel industriel de la France, attaque contre le droit au logement, casse des services publics, communes et départements menacés de ne plus avoir les moyens d'agir pour leur population... Est-ce cela la modernité promise par le Président? Cette offensive contre notre modèle social s'inscrit en réalité dans la continuité des politiques libérales et de droite de ces dernières décennies, qui n'offrent aucun espoir d'une vie meilleure à nos concitoyen-ne-s. Nous voulons un changement de société. Il appelle un nouveau progrès social en France et en Europe. Cela implique de s'attaquer au coût du capital, de placer la politique économique et monétaire au service de nos objectifs sociaux et de conquérir de nouveaux pouvoirs d'intervention des citoyen-ne-s et des travailleurs-euses.

À qui profite une telle politique ?

Les licenciements facilités, le contrôle accru des chômeurs et la baisse de leur indemnisation développeront la concurrence entre les travailleurs pour le seul profit des patrons. La vente de nos industries ira garnir le portefeuille des actionnaires au détriment de nos capacités productives nationales. La réforme du logement enrichira les spéculateurs. La casse de la Sécurité sociale ouvrira un gigantesque marché aux assureurs au détriment de la santé des Français-es. La baisse des moyens des services publics, la disparition des départements et les nouvelles règles de gestion imposées aux collectivités livreront au privé leurs missions essentielles à la réponse aux besoins des populations. C'est une politique sans avenir, au service du capital financier, faite par les riches pour les riches, au détriment de l'immense majorité des Françaises et des Français et de l'avenir de notre planète.

Les problèmes de la France ne sont créés ni par les chômeurs, ni par les pauvres, ni par les fonctionnaires, ni par les immigrés. Pendant que chacun d'entre nous est incité à pointer du doigt son voisin, et alors que le racisme progresse, les plus riches du pays s'organisent avec Macron pour réduire nos droits à toutes et tous. Le problème de la France est que ses dirigeants successifs ne servent que l'appétit des actionnaires, des banquiers, des spéculateurs. Ce sont eux les assistés du pays ! Il est temps de leur reprendre le pouvoir. D'autres choix sont possibles dans le prolongement des avancées sociales du siècle dernier. Nous voulons un nouveau progrès social pour la France.

Depuis plusieurs semaines, des centaines de milliers de citoyen-ne-s se mobilisent pour dire STOP à cette politique. Depuis le début les communistes et leurs parlementaires sont à leurs côtés, mobilisé-e-s dans la rue, à l'Assemblée nationale et au Sénat contre les projets gouvernementaux. Avec eux, nous pensons que la France mérite mieux. Les communistes proposent à toutes celles et tous ceux qui luttent contre la

politique d'Emmanuel Macron, aux forces syndicales, associatives et politiques engagées dans le mouvement social actuel, de construire dès maintenant l'alternative sociale à ce pouvoir autour de cinq grands enjeux.

• STOP à la loi travail et à la casse de la Sécurité sociale ! Créons une sécurité de l'emploi et de la formation

La création de la Sécurité sociale par le ministre communiste Ambroise Croizat a représenté une avancée considérable toujours essentielle pour l'immense majorité des Français-es. Au lieu de s'y attaquer et d'amplifier l'insécurité sociale, n'est-il pas nécessaire de la défendre et, au-delà, d'étendre cette sécurité au domaine de l'emploi? Devant les transformations du travail par la révolution numérique, les inégalités professionnelles femmes-hommes grandissantes, notre priorité doit être de sécuriser l'emploi et de développer la formation pour sécuriser nos vies, les revenus de chacun-e, le temps libéré et l'égalité femme-homme. Ainsi nous pouvons faire reculer considérablement le chômage jusqu'à l'éradiquer. C'est en ce sens que les communistes ont déposé une proposition de loi pour une sécurité de l'emploi et de la formation.

• STOP à la vente de nos industries ! Engageons un renouveau industriel pour la France

L'investissement dans notre industrie a permis à la France de devenir un pays développé et indépendant en capacité de répondre aux besoins de son peuple dans des domaines essentiels comme l'énergie, le ferroviaire, l'automobile ou la navale. Plutôt que de la brader au plus offrant, n'est-il pas temps de hisser notre industrie à la hauteur des défis de notre siècle, du développement numérique à l'urgence écologique?

• STOP à l'austérité et à la casse de nos services publics à l'échelle nationale comme dans les collectivités territoriales ! Construisons un service public du XXI^e siècle

La pauvreté atteint désormais 8,5 millions de personnes et ne cesse de s'aggraver : plus de 800 000 personnes en quatre ans ont basculé dans la pauvreté. Les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Leurs missions et le statut des femmes et des hommes qui les font vivre ont également joué un rôle essentiel au développement du pays en permettant de répondre à des besoins incontournables comme se déplacer, se soigner ou s'éduquer. Au lieu de les privatiser et d'affaiblir les collectivités territoriales qui les développent, ne devrions-nous pas les promouvoir pour qu'aucun territoire, aucun habitant de notre pays, n'en soit privé? N'est-il pas temps d'en créer de nouveaux pour répon-

dre aux défis du XXI^e siècle?

• STOP au mal-logement ! Garantissons le droit au logement à tou-te-s

Le logement social a, quant à lui, permis à des centaines de milliers de familles de se loger dignement mais reste encore trop peu développé alors que la spéculation immobilière interdit à une part grandissante des Français-es de se loger dans les villes, où se concentrent l'emploi et les services essentiels à la vie quotidienne des populations. Au lieu de casser cette avancée, de baisser l'APL, de mettre en danger les bailleurs sociaux, n'est-il pas temps de mettre un terme au scandale des expulsions locatives et de construire un grand service public du logement et de l'habitat pour garantir le droit au logement à toutes et tous?

• STOP aux cadeaux aux actionnaires et aux plus riches ! Agissons pour la justice fiscale et de grandes banques publiques

La fraude fiscale des riches atteint 80 milliards d'euros par an et l'État ne fait rien. Les grandes banques privées se font des milliards avec nos crédits ou nous en privent quand nous en avons besoin, elles spéculent et ne financent pas les PME qui créent des emplois de qualité et portent des projets utiles. N'est-il pas urgent d'en finir avec les cadeaux fiscaux aux entreprises, d'élaborer une grande réforme pour la justice fiscale et d'impulser une autre politique monétaire, un nouveau crédit, en France et en Europe, avec de grandes banques publiques?

Les communistes engagent aujourd'hui une campagne nationale pour un nouveau progrès social pour la France. Nous appelons les Françaises et les Français, à investir le mouvement social, à s'organiser, à participer aux prochaines journées d'action et à construire ensemble l'alternative sociale à la politique d'Emmanuel Macron. Des cahiers du progrès social seront édités pour soumettre à nos concitoyen-ne-s nos propositions et recueillir les leurs. Dans tous les départements, des espaces de débats (réunions publiques, ateliers de travail...) seront mis à leur disposition pour définir ensemble les initiatives à prendre (pétitions, rassemblements, actions de solidarité...) pour construire cette alternative. Nos parlementaires seront associés pour travailler aux changements nécessaires dans la loi. Le samedi 3 février prochain, nous proposons une première étape nationale de cette campagne à tous les Français-es et à toutes les forces qui partagent cette démarche par la tenue d'états généraux du progrès social. Pour gagner des avancées, nous avons besoin d'une démarche collective qui construise de l'unité politique. Les états généraux débattront des mesures indispensables à une révolution sociale et décideront des formes d'une mobilisation populaire nationale pour la porter. ✪



Le Jeune Karl Marx

Le film de Raoul Peck, projeté en avant-première à l'université d'étés des communistes à Angers, avait fait l'objet d'un accueil enthousiaste parmi les participants. Malgré le trop faible nombre de cinémas le projetant dans le pays (à peine 100), ils sont plusieurs dizaines de milliers à avoir trouvé le chemin du *Jeune Karl Marx* dans les salles obscures : un public souvent jeune, désireux d'en savoir un peu plus sur cet étrange personnage dont les analyses, nées en ce lointain XIX^e siècle, disent tant encore pour notre temps. Dans un esprit d'éducation populaire, les communistes, dans bien des villes et villages du pays, appuient cette diffusion quand ils n'organisent pas des projections-débats en lien avec les salles de cinéma et les diffuseurs. Ainsi, lundi 16 octobre, une centaine de spectateurs étaient réunis à l'initia-

tive des communistes parisiens. En effet, il est certain que ce film, parce qu'il reste peu proposé dans les cinémas, a un vaste public potentiel... si celui-ci trouve un lieu accessible pour le voir ! Plusieurs camarades ont ainsi pris leur bâton de pèlerin (si l'on peut dire) pour animer des débats autour du film. Jean Quétier, rédacteur en chef de la revue d'action politique du PCF *Cause commune* et auteur avec Florian Gulli de *Découvrir Marx*, se rend ainsi à Strasbourg, Bourges, Chalon... Saliha Boussegra (*Cause commune*) et Lydia Samarbakhsh (CEN - Secteur international) animent également, ce 18 octobre, une grande soirée *Cause commune - Le Jeune Karl Marx* à Toulouse. Quand art et politique se rencontrent, quand aujourd'hui n'oublie pas hier, le meilleur est toujours à attendre. ✪

Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur de Cause commune

Les attentes des communistes



Dans son rapport au Conseil national du 14 octobre, **Émilie Lecroq** a fait le point sur la consultation des communistes en vue de leur congrès extraordinaire. Extraits.

L'ambition avec cette consultation n'est pas seulement de récolter l'avis mais de faire débattre, de faire réfléchir autour de nos objectifs. Elle participe à éclairer les obstacles que nous rencontrons comme à identifier nos points d'appui. Elle crée, d'emblée, une première dynamique autour du diagnostic des transformations nécessaires à opérer dans notre parti. En ouvrant la réflexion personnelle, tout en donnant une impulsion aux échanges collectifs, la consultation ne vise évidemment pas à se substituer aux travaux qui construiront le congrès à venir, mais elle en amorce le cheminement, et particulièrement celui choisi par les communistes. C'est un outil important pour nos directions pour inviter chacun à s'engager dans le débat et par là même dans l'avenir de notre organisation. [...]

La journée du 18 novembre est importante. Elle doit nous permettre, à partir de ces éléments recueillis, d'établir collectivement la liste des chantiers de travail, l'ordre du jour, ainsi que la méthode de préparation du congrès. Pour faire de cette assemblée un moment de travail collectif et efficace, je vous propose de désigner une commission qui sera chargée de formuler une synthèse et des propositions pour la journée du 18 novembre. À partir des contributions, des comptes rendus et des résultats

de la consultation des communistes, cette commission travaillera des propositions sur les sujets à l'ordre du jour de cette rencontre. Ces propositions, concernant les chantiers et la méthode de préparation de notre congrès, seront alors débattues et enrichies, en ruches et en séance plénière, afin de finaliser les questions à l'ordre du jour et les méthodes de travail, de débats et d'élaboration collective. La commission, bien évidemment à parité, présidé par Pierre Laurent, pourrait se composer de Thierry Aury, Frédéric Boccarra, Vincent Bouget, Céline Brulin, Marie-Christine Burricand, Nicolas Cosange, Isabelle De Almeida, Cécile Dumas, Frédéric Genevée, Colette Gerguen, Yann Le Pollotec, Céline Malaisé, Corinne Maignon, Gilles Ravache, Guillaume Roubaud Quashie, Anne Sabourin, Aymeric Seassau, Nathalie Simonnet et moi-même. [...]

Les éléments que nous avons et continuons de recueillir issus de la consultation vont nous aider dans ce travail. Ce sont des indications précieuses sur les questions que se posent les communistes. Pour exemple, à ce jour, on peut ainsi avancer que plus de 90 % des communistes consultés indiquent la question de la communication comme faisant partie des questions qu'il nous faudra aborder lors de notre congrès.

La question « De quel parti avons-nous besoin ? »,

avec des portes d'entrées pour l'aborder diverses, est aussi pointée comme une question importante à traiter, cela par plus de 88 % de communistes consultés. Il en est de même concernant la question « De qui voulons nous être le parti ? ». La question relative à la dynamique de changement, celle du rassemblement et de la gauche figurent également comme des éléments importants à aborder pour les communistes. À ceci nous pouvons ajouter les comptes rendus de réunion, qui pointent, pour une partie d'entre eux, la question des mutations de la société, notamment concernant le travail. Il nous faut les analyser pour prendre en compte toutes les nouvelles dimensions des défis qui sont devant nous pour inverser les rapports de force. Voici donc, pour le moment, quelques indications partielles qui ressortent fortement des premiers retours des consultations en notre possession et qui peuvent être utiles pour nos discussions à venir. Toutes ces réponses constituent des éléments précieux qu'il nous faudra analyser avec finesse pour prendre en compte l'ambition et les attentes qu'expriment les communistes pour le congrès à venir, afin de définir des chantiers et une méthode de travail à la hauteur des enjeux, des attentes. [...]

PARTI PRIS

BRADAGE D'ALSTOM Un courrier de P. Laurent à l'attention du Premier ministre

OBJET: Demande d'exercer l'option d'achat de l'État sur les titres détenus dans Alstom par le groupe Bouygues et de suspendre l'opération annoncée.

Dans le cadre du projet d'absorption d'Alstom par Siemens, votre ministre de l'Économie et des Finances, M. Le Maire, a annoncé son intention de ne pas lever l'option d'achat des actions détenues par le groupe Bouygues dans le capital d'Alstom. L'argument invoqué est que « l'État a un rôle à jouer dans l'économie, mais ce rôle [...] n'est pas d'être assis sur le strapontin d'un conseil d'administration où les décisions sont prises à sa place. » Cet argument est irrecevable [...]

Il faudrait en finir avec ce dogme consistant à prétendre que, pour pouvoir coopérer efficacement, il faut fusionner. La création de coentreprises à parité ou de groupements d'intérêt économique (GIE) le permettent bien mieux, n'impliquant pas une dépense en capital financier tout en rendant possible la mutualisation des coûts et la coopération. C'est d'ailleurs ce qui a assuré, à l'origine, le succès du modèle de coopération d'Airbus auquel vous vous référez mais dont le montage que vous soutenez est très éloigné.

Des coopérations européennes ambitieuses sont particulièrement nécessaires en matière de recherche et développement (R&D), dont le partage des coûts et des résultats est devenu un impératif. Mais ce n'est en aucun cas ce qui est proposé avec l'absorption d'Alstom par Siemens puisque, à cette occasion, près de 2 milliards d'euros seraient dilapidés en dividendes et primes de contrôle aux actionnaires, soit l'équivalent de huit années du budget de R&D d'Alstom. Du fait du refus annoncé d'exercer l'option d'achat des titres détenus par le groupe Bouygues, plus du quart de ces revenus financiers seront accaparés par ses actionnaires, au lieu d'être perçus par l'État qui aurait pu les utiliser pour le bien commun. Ainsi, tout semble se passer comme si votre gouvernement visait à favoriser les intérêts financiers des actionnaires de contrôle du groupe Bouygues, au détriment de l'intérêt national.

En réalité, Alstom a des atouts importants, technologiques évidemment, mais aussi financiers (2 milliards d'euros de trésorerie, un faible endettement, 35 milliards d'euros de commandes dans ses carnets...). Le projet que vous soutenez dilapiderait ces atouts.

Monsieur le Premier Ministre, rien ne justifie la précipitation. Nous vous demandons instamment d'exercer l'option d'achat de l'État sur les titres détenus dans Alstom par le groupe Bouygues et de suspendre l'opération annoncée pour ouvrir un large débat démocratique sur les conditions d'une alliance entre égaux effective, sans exclure a priori, pour des raisons idéologiques, l'idée d'un contrôle public de dimension européenne sur la nouvelle entité qui serait créée. ✪

Anne Sabourin
Secteur Europe du PCF

PLANÈTE

Marseille Point de départ pour un Forum européen progressiste



Le débat est grand ouvert sur l'avenir de l'Union européenne depuis la crise financière de 2008, son utilisation par le capital et les tenants du libéralisme pour accélérer violemment leur projet destructeur, et surtout depuis que le désaveu massif de ce projet s'est traduit en une crise politique très profonde.

D'ailleurs c'est partant de ce rejet qu'Emmanuel Macron et ses homologues néolibéraux apportent leurs solutions, pervertissant scandaleusement l'idée d'une « refondation » pour nous servir les recettes comme la nouvelle loi travail ou le renforcement de la gouvernance de la zone euro, mais aussi pour lancer une offensive sur le terrain militaire à travers la « défense européenne ». C'est le retour du mythe du « plus d'Europe », qui évidemment s'oppose frontalement au « moins d'Europe » des forces nationalistes, xénophobes et d'extrême droite, qui elles aussi progressent.

Les « pro » contre les « anti », les mondialistes contre les patriotes... Nous ne pouvons plus laisser le débat à ce niveau. Le PCF a fait le choix politique de défendre l'idée d'une refondation européenne, c'est-à-dire une transformation des fondements de la coopération européenne à partir des intérêts des peuples et non de la finance. Pour atteindre cet objectif, nous avons défini, avec le PGE, une orientation stratégique : faire émerger une voie progressiste à l'échelle européenne, à travers un projet alternatif et un front des forces de progrès qui évoluent aujourd'hui de manière trop cloisonnée. Cet objectif requiert la construction d'un nouvel outil, d'un nouvel espace politique permettant le dialogue entre des forces communistes, socialistes de gauche, écologistes, les mouvements politiques émergents en lien avec les organisations syndicales et mouvements sociaux : un forum pluraliste et per-

manent entre des forces souveraines et indépendantes, y compris avec des rapports à l'UE différents et des stratégies électorales qui ne s'entendent pas forcément aux européennes de 2019, mais cherchant à converger sur le fond et à organiser leur solidarité pour changer le rapport des forces européen sur du long terme. En bref, nous voulons un espace à l'image, avec les caractéristiques européennes, du Foro Do Sao Paulo en Amérique latine.

Les 10 et 11 novembre, au Dock des Suds à Marseille, se tiendra la première rencontre de ce forum. Un appel « L'Europe doit changer » est en ligne, signé par plus de 130 personnalités : <https://marseillseuropeanforum.eu/>. PGE, GUE-NGL, Progressive caucus, PTB, Sinn Fein, Podemos, partis et personnalités écologistes de gauche ont déjà répondu présents et l'arc de forces a pour ambition de s'élargir

d'année en année. Pendant ces deux jours, les délégations des organisations débattront des objectifs et de la forme que prendra leur coopération. Elles commenceront à travailler 3 thèmes : la paix, le travail et les droits sociaux, un nouveau modèle de développement soutenable. En plus du forum « officiel », deux initiatives populaires autour de la solidarité avec les migrants, ouvertes à tous, sont en cours de préparation. Un Happening le vendredi soir sur le Vieux Port et un concert le samedi soir, dont la moitié des recettes sera versée à 505 Méditerranée, association européenne de sauvetage en mer (<http://www.sosmediterranee.fr/>).

Tout ceci se fait en étroite collaboration avec la fédération des Bouches-du-Rhône et le journal *La Marseillaise* que nous pouvons déjà remercier pour leur engagement au service de la réussite de l'événement. ✪

**“faire émerger une voie
progressiste à l'échelle
européenne”**

Une bataille au service de nos ambitions

Le point avec Jean-Louis Le Moing, trésorier du Conseil national.

Communistes TU ÉVOQUES RÉGULIÈREMENT LE CARACTÈRE SINGULIER DU FINANCEMENT DU PCF. PEUX-TU PRÉCISER ?

JEAN-LOUIS LE MOING : Je pense nécessaire de mieux mesurer dans le Parti la singularité militante et populaire de notre financement. Un financement résolument appuyé sur l'engagement des adhérent·e·s, de nos élu·e·s, et sur le soutien d'un vaste réseau de sympathisant·e·s. Il s'agit d'une originalité dans la vie politique de notre pays. Et aussi d'une réalité à faire valoir, surtout quand la politique a un tel besoin de regagner du sens. Nos finances sont un témoin de nos valeurs et de notre conception de la politique.

Communistes

PEUX-TU ÉTAYER CETTE AFFIRMATION ?

J.L. L. M. : Les comptes 2016 de nos fédérations et du Conseil national en attestent. Sur un total de produits de près de 29 millions d'euros, 21 % proviennent des cotisations des adhérents. 19 % émanent de la

souscription et initiatives financières, et 26 % de nos produits sont constitués du reversement des indemnités de nos élus. Il faut savoir que l'aide publique compte pour seulement 10 % de nos ressources. Cette aide baissera l'an prochain suite aux législatives.

Communistes LORS D'UNE RÉCENTE RÉUNION NATIONALE TU AS ÉVOQUÉ LA SITUATION DES FÉDÉRATIONS. QU'EN EST-IL AUJOURD'HUI ?

J.L. L. M. : Si la situation financière de nos fédérations n'est pas homogène, rares sont celles qui ont été épargnées par des pertes de positions électorales. Or, - et c'est une donnée qui fonde le caractère singulier de notre financement -, nos élu·e·s participent pour une part décisive à la vie et à l'activité de leur parti en exerçant leur mandat et aussi en reversant leurs indemnités. Cette réduction de nos ressources touche par conséquent nos moyens dans beaucoup de nos territoires. Se trouve donc posée depuis plusieurs années dans nos fédérations la question d'une meilleure mise en

mouvement et de l'optimisation de nos ressources militantes, qui restent très larges et très diverses. Cette question renvoie sans doute à une conception plus générale de l'organisation communiste et à la nécessité de réfléchir à nos structures et à nos directions, à l'intégration de nos adhérents, à une meilleure utilisation des compétences communistes. Elle dépasse donc - et de loin - la seule dimension financière et sera sans doute au cœur de notre congrès extraordinaire.

ET CONCERNANT

Communistes

PLUS PRÉCISÉMENT LE CONSEIL NATIONAL ?

J.L. L. M. : Au plan du Conseil national, nous avons été conduits à adapter, durant ces 20 dernières années, nos dépenses à nos capacités de recettes. Ces adaptations ont touché le nombre de salariés au siège, nos initiatives de communication, les dépenses de gestion courantes...

Nous avons mis en location une partie de notre siège, ce qui permet de diminuer d'autant la part du Parti pour des dépenses incontournables d'entretien et de valorisation de notre immeuble. Avec la réduction sensible de l'aide publique qui interviendra l'an prochain, nous devons continuer ce travail d'adaptation sans baisser pour autant la barre de nos ambitions politiques et en rehaussant au contraire les batailles pour faire rentrer davantage de produits en liaison avec le déploiement de l'activité militante communiste. D'où la question cardinale de la cotisation considérée comme un objectif et un outil dans notre effort de développement et d'enracinement du Parti.

Communistes UN OUTIL ? DE QUEL POINT DE VUE ?

J.L. L. M. : Faire cotiser davantage de communistes, c'est leur ouvrir un espace plus large de souveraineté et favoriser leur mise en mouvement. Les progrès dans ce domaine passent notamment, nous le savons, par la mise en place d'animateurs au plus près des territoires où résident et militent les communistes. Car la cotisation est liée à notre conception de la politique, à notre organisation et à sa structuration, à nos ambitions de développement. Même chose concernant la bataille de la souscription. L'appel aux dons est un moyen permettant de nouer ou de resserrer des liens avec des dizaines de milliers de sympathisants. La souscription est certes un pilier financier, mais elle permet en outre d'agrèger des forces à notre combat. Il convient en conséquence de politiser notre bataille financière en partageant sa responsabilité et son développement.

Communistes ET LA SOUSCRIPTION NATIONALE ?

J.L. L. M. : Le courrier parvient pour relancer la souscription nationale. Par avance, je veux remercier les souscripteurs qui contribuent à dessiner l'avenir de notre parti en répondant à notre appel. Le succès de cette souscription sera une nouvelle preuve des potentialités et des points d'ancrage dont dispose le PCF dans la société française. 🇫🇷

Propos recueillis par Gérard Streiff



Le supplétif

Dans son entretien télévisé de dimanche soir - qui, soit dit en passant, n'a convaincu qu'un tiers du public, dixit l'Institut Harris dans son enquête après l'émission, Macron s'est fait l'avocat de Donald Trump. À trois reprises, ce qui est une manière de record en si peu de temps, il s'est livré à la défense de l'agité de Washington. Inquiétant Trump ? Pensez-vous. Donald est un bon gars, nous rassure le président. C'est pas tout à fait nouveau chez Macron : on se souvient des courbettes élyséennes devant le cowboy peroxydé, le 14 juillet dernier à Paris. Mais disons que Macron amplifie drôlement la glissade atlantiste entamée par Sarkozy et poursuivie par Hollande. Au train où c'est parti, sa prochaine conférence de presse, il va nous la faire directement en américain. 🇺🇸

Gérard Streiff



STOP ERDOGAN !

de Sylvie Jan et Pascal Torre

165 pages, Edition France-Kurdistan.

Sur commande par facebook : page France-Kurdistan.

Salah Hamouri

102 élus du Finistère s'adressent au président de la République pour lui demander d'agir en faveur de Salah Hamouri.



SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.